

CONTACT

Magazine de la Conférence Olivaint de Belgique – Tijdschrift van het Olivaintgenootschap België

Index

- Jora Nkwocha-Nweze ; *Diminuons notre consommation de viande pour éviter une crise climatique*
- Maude Coline ; *Alcool et études, quelles perspectives pour demain ?*
- Robin Taes ; *Les meilleurs ennemis. Pour un compromis à la belge.*
- Pierre de Saint Moulin ; *Pourquoi le vote doit rester obligatoire*
- Margot Timmers ; *“You can’t build peace on empty stomachs.”*
- Alexis de Patoul ; *La dégressivité du chômage: une mesure efficace ?*
- Güney Güler ; *Qu’est-ce qu’une nation? L’exemple français*
- Larissa de Thomaz de Bossierre ; *L’écriture inclusive sauve les femmes du patriarcat !*
- Jinane Bouchlaghmi ; *“De pioniers van onze toekomstige arbeidsmarkt”*
- Quinten Antonis ; *Heeft de kunst haar einde bereikt ?*

Diminuons notre consommation de viande pour éviter une crise climatique

JORA NKWOCHA-NWEZE
MEMBRE DE LA COB S’EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Le changement climatique, c’est un problème réel et inévitable si la société dans son ensemble ne s’adapte pas. Bien que le temps presse pour s’attaquer à cette crise mondiale, les mesures se font attendre. Il existe toutefois une stratégie relativement simple et abordable pour lutter contre un climat catastrophique, c’est-à-dire diminuer radicalement la production et consommation de viande en occident¹. Cette stratégie doit évidemment s’accompagner d’autres

stratégies. Cet article aborde ce thème pertinent en différentes étapes. D’abord j’énoncerai les effets de la production de viande sur le climat. Ensuite, j’esquisserai brièvement la situation actuelle en Belgique. Puis, je me concentrerai sur le rôle clé du gouvernement dans cette histoire.

La consommation excessive de viande en occident a des effets désastreux sur le climat. En Belgique, l’élevage est directement responsable pour six pourcents des émissions de gaz à effet de serre². Néanmoins, ce chiffre ne tient pas compte des effets indirects, comme l’énergie pour transporter la nourriture des animaux vers la Belgique, et les effets totales sont donc beaucoup plus élevés. À l’échelle mondiale, l’agriculture animale contribue à au moins quatorze pourcent des émissions de gaz à effet de serre^{3 4}.

La situation actuelle est intenable

Nos habitudes alimentaires sont clairement intenables. Le belge mange environ 850 grammes de viande par semaine, soit deux fois plus que la recommandation nutritionnelle du gouvernement. En outre, selon une étude menée par iVOX, le pourcentage des Belges qui affirment être un véritable omnivore s’élève à 68 pourcents tandis que seulement cinq Belges sur cent sont végétariens⁵. Pour éviter une crise catastrophique, la consommation moyenne doit diminuer de moitié d’ici 2050⁶. On constate du progrès, certes, mais très lentement. Par exemple, le nombre de flexitariens a augmenté de treize pourcents jusqu’au 28 pourcents entre 2016 et 2022. D’ailleurs, le nombre de végétariens et végétaliens a connu une hausse et s’élève maintenant à huit

¹ IPCC, 2018, p. 327

² Greenpeace, 2018b, p. 3

³ Lazarus, McDermid, & Jacquet, 2021, p. 2

⁴ Greenpeace, 2018b, p. 3

⁵ Eva, 2022

⁶ Greenpeace, 2018a, p. 33

pourcents⁷. Un progrès est également visible chez le gouvernement. Dans le nouveau triangle alimentaire de Flandre par exemple, la viande est positionnée dans le petit triangle orange et est donc à manger moins. Autant à cause de la santé qu'à cause de l'environnement, le gouvernement nous recommande donc à diminuer notre consommation de viande⁸. Ce gouvernement a également présenté une stratégie pour une transition protéique pour les années 2021-2030. Les objectifs sont, entre autres, d'augmenter la production et de diversifier l'offre de protéines végétales⁹. Malgré ces bonnes mesures, la route vers une société avec une consommation de viande faible est encore longue, et le temps presse. C'est pourquoi je propose des mesures potentielles dans les alinéas suivants.

Déconseiller la consommation de viande

D'une part, la consommation de viande doit être déconseillée et le gouvernement devrait plus pendre sa responsabilité en cela. Les options sont nombreuses, je me concentrerai sur quelques-unes. Une première option est de lancer des campagnes pour inciter les gens à consommer moins de viande et de la remplacer par des alternatives végétales. Tout comme les politiciens désignent des publicités contre les textos au volants, les dépôts sauvages et la vaccination, ils devraient également le faire contre la viande. En étant exposés par ce message dans les rues, sur les radios, à la télévision, etc. les gens seront plus conscients de leurs actions et adapteraient leur comportement alimentaire. Une deuxième option est d'imposer des taxes relatives sur la viande basée sur les effets climatiques réels. En augmentant le prix, les consommateurs seront moins tentés d'acheter la viande et le prix reflétera les frais (climatiques) réels. Selon une étude de l'Université Libre d'Amsterdam, cette mesure peut mener à une chute de 36 pourcents de la consommation de viande d'un foyer, si accompagnée par de l'information sur les effets de viande¹⁰. Une autre option vient de Haarlem aux Pays-Bas; c'est d'interdire la publicité de viande issues d'élevage industriel aux endroits gérés par la ville. Cette mesure est prise à Haarlem en septembre de cette année dans une action plus générale d'interdire la promotion de combustibles fossiles. Il est évident

que sans publicité de viande, sa consommation diminuera. Il me semble stratégique de combiner cette mesure avec une interdiction d'accorder une réduction sur la viande. De cette manière, la consommation de viande ne sera plus encouragée. L'efficacité de toutes ces mesures a été démontré avant dans le cas du tabac¹¹. Fumer a rapidement perdu sa popularité et les fumeurs sont maintenant en minorité. En général, le but est de changer la culture où la viande est omniprésente dans une culture plus végétalienne, toutefois sans interdire la viande.

S'engager aux alternatives

D'autre part, il faut exister assez d'alternatives de viande. Sans alternatives abordables, bonnes et nombreuses, les tentatives sont vouées à l'échec. Je traiterai trois défis des alternatives de viande. D'abord, on constate que les alternatives de viandes transformées sont encore trop chères, comparées à la viande. Cela empêche les gens de l'acheter¹². Ce phénomène a différentes raisons, comme un manque d'expérience et d'efficacité et le fait que ces produits sont souvent des produits de marque. Il faut donc que ce prix baisse pour que tout le monde puisse les utiliser au lieu de toujours manger viande. L'état doit clairement intervenir, par exemple en subsidiant ces alternatives avec le produit de l'impôt sur la viande. Il pourrait aussi inciter les supermarchés d'augmenter leur production car ces économies d'échelle mènent à une productivité plus élevée et donc une diminution des frais relatives. Dès que le marché des alternatives de viande transformées a commencé à être plus rendable, le gouvernement ne sera plus nécessaire. Ensuite, le gouvernement devrait plus s'engager à améliorer l'image et à faire de la promotion pour les alternatives de viande de base, comme les légumineuses ou le tofu. Ces produits sont très abordables et sains mais sont souvent classifiés comme dégoûtants ou ennuyeux. Cette action va de pair avec le lancement de campagnes comme je l'ai déjà indiqué. Finalement, l'offre d'alternatives de viande doit forcément élargir. L'offre existante est trop limitée et empêche que tout le monde trouve quelque chose à son goût. Comme le gouvernement flamand a déjà proclamé, des recherches supplémentaires sont nécessaires afin

de diversifier l'offre de protéines végétaliens. Des subventions importantes pour ces recherches sont ainsi essentielles.

En résumé, le changement est un problème sérieux et des mesures doivent être prises par le gouvernement pour éviter une crise catastrophique. La consommation de viande est un des piliers essentiels dans cette démarche. Dans le but de diminuer la consommation élevée des Belges, il peut prendre plusieurs mesures tels que lancer une campagne favorisant la nourriture végétale, imposer une taxe sur la viande ou subventionner les alternatives de viande. Une combinaison de plusieurs de ces mesures est absolument nécessaires dans la lutte contre le changement climatique. Et l'horloge tourne.

Bibliographie

- De Haas, A. (2022). 'Vlees is simpelweg te goedkoop': waar blijven de 'eerlijke prijzen' voor vleesvervangers? *Demorgen*. Consulté via <https://www.demorgen.be>
- Den Blijker, J. (2022, mei 7). Minder vlees eten halveert ontbossing: 'Vlees hoort er nu eenmaal bij'. *Demorgen*. Consulté via <https://www.demorgen.be>
- Eva, (2022). *La consommation de viande en Belgique continue de baisser*. <https://www.evavzw.be/fr/nouvelles/la-consommation-de-viande-en-belgique-continue-de-baisser>
- Flandre Département de l'Environnement. (2021). *Se nourrir selon le triangle alimentaire : Bon pour vous et pour la planète*. Consulté via Gezond Leven site web: <https://www.gezondleven.be/files/voeding/Triangle-alimentaire-FR.pdf>
- Gouvernement flamand. (2021). *Vlaamse eiwitstrategie 2021-2030*. Consulté via Vlaanderen site web: https://lv.vlaanderen.be/sites/default/files/attachments/vlaamse_eiwitstrategie.pdf

⁷ Eva, 2022

⁸ Flandre Département de l'Environnement, 2021, p.

10-11

⁹ Gouvernement flamand, 2021, p. 14-15

¹⁰ De Haas, 2022

¹¹ Den Blijker, 2022

¹² De Haas, 2022

- Greenpeace, (2018a). *Moins mais mieux*. Consulté via Greenpeace site web: https://www.greenpeace.org/static/planet4-belgium-stateless-release/2018/12/b9f0f5ab-b9f0f5ab-greenpeace_livestock_vision_towards_2050_fr.pdf
- Greenpeace, (2018b). *Production et consommation de viande en Belgique*. Consulté via Greenpeace site web: https://www.greenpeace.org/static/planet4-belgium-stateless/2018/12/8e09a70e-8e09a70e-gp_foodreport_2018_fr.pdf
- IPCC, 2018: Annex I: Glossary [Matthews, J.B.R. (ed.)]. In: *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, pp. 541-562, doi:10.1017/9781009157940.008.
- Lazarus, O., McDermid, S., & Jacquet, J. (2021). The climate responsibilities of industrial meat and dairy producers. *Climatic Change*, 165(30), 1-21. <https://doi.org/10.1007/s10584-021-03047-7>

Alcool et études, quelles perspectives pour demain

MAUDE COLIN

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Chaque année, les scandales et débordements liés à surconsommation d'alcool dans les milieux étudiants font les choux gras de la presse. Sur le banc des accusés, toujours les mêmes acteurs : les cercles bien sûr, mais plus généralement ces « jeunes » qui se mettraient en danger, ainsi qu'autrui, par de tels comportements... Au lendemain des 24 heures vélos de Louvain-la-Neuve, événement festif par excellence, nous nous posons la question de la situation réelle en matière d'assuétude chez les jeunes, les étudiants en particulier et des perspectives futures.

Une drogue, certes, mais une drogue culturelle

Avant de s'intéresser plus particulièrement aux étudiants, il faut d'abord souligner que la problématique qui nous occupe ne peut pas être limitée à une partie de la population, ni d'ailleurs au seul territoire belge. En effet en Belgique comme ailleurs en Europe, l'alcool est une drogue dure certes, mais une drogue culturellement acceptée. Ses effets néfastes et addictifs sont reconnus, et particulièrement graves (problèmes sociaux ; graves soucis de santé...). Pourtant, sa consommation est largement répandue et banalisée dans toutes les couches de la société et dans toutes les tranches d'âges. En Belgique, elle concerne 77 % de la population¹³.

L'alcool chez les jeunes

Si l'on regarde les chiffres de plus près, on constate que les jeunes ne sont pas les principaux buveurs, mais que leur consommation présente des caractéristiques bien particulières qui évoluent au fur et à mesure des années.

Tout d'abord, les jeunes commencent de plus en plus tôt, dès l'adolescence. C'est un constat inquiétant, puisqu'un début précoce augmente le risque

d'assuétude future, et que l'adolescence est une période où le cerveau est en plein développement¹⁴.

Ensuite, on a vu se développer le « *binge drinking* », défini comme « consommation excessive d'alcool dans le but d'atteindre l'ivresse ». Cette pratique a beaucoup inquiété, mais selon certains ne doit pas être diabolisée. En effet, la consommation des jeunes se concentre sur un court laps de temps une à deux fois par semaine et ne se répète pas quotidiennement¹⁵.

On peut également souligner certaines tendances au sein même du groupe.

Tout d'abord, de manière générale, les hommes consomment davantage que les femmes¹⁶. Ensuite, les jeunes qui entament des études supérieures ou qui sont issus de classes privilégiées sont plus exposés¹⁷.

On pointe du doigt des causes de natures différentes : intrapersonnelle, interpersonnelles et environnementales¹⁸.

D'un point de vue interpersonnel, le milieu étudiant et folklorique favorise donc la consommation en ce qu'elle apparaît comme « la norme » et demeure un facteur de socialisation important. L'étudiant qui reste sobre en toute circonstance est facilement mis ou se met lui-même « de côté » et ne manque de susciter des interrogations chez ses condisciples¹⁹.

De plus, environnementalement, en Belgique, les boissons alcoolisées et plus particulièrement la bière sont relativement bon marché. La société en renvoie une image positive à travers notamment une publicité qui est très peu encadrée²⁰.

L'étudiant de demain, meilleur élève que l'étudiant d'aujourd'hui ?

Contrairement à ce que l'on peut parfois penser, on n'assiste pas à une modification substantielle de la consommation au-delà des deux tendances que nous avons épinglée. L'étudiant d'aujourd'hui ne boit donc pas plus que l'étudiant d'hier. Mais surgit alors une autre question : boira-t-il plus que l'étudiant de demain ?

Ces dernières années, à la suite de certains drames se sont développées de

¹³ L. GISLE, *Enquête de santé 2018 : consommation d'alcool*, Bruxelles, Sciansano, 2019, p. 12

¹⁴ L. GISLE, *ibidem*, p. 27 ; « Les consommations », www.jeunesetalcool.be, ASBL Jeune, alcool et société, consulté le 29 octobre 2022.

¹⁵ CELLULE GÉNÉRALE DE POLITIQUE DROGUE, *Projet de stratégie interfédérale en matière d'usage nocif d'alcool 2023-2028*, Bruxelles, le 23 mars 2022, disponible sur <https://organesdeconcertation.sante.belgique.be/> p.

4 et 5; L. GISLE, *ibidem*, p. 27.

¹⁶ M. HOGGE et C. STÉVENOT, *Tableau de bord de l'usage de drogue et ses conséquences socio-sanitaire en Région de Bruxelles-Capitale*, Bruxelles, Eurotox ASBL, 2022, disponible sur <https://eurotox.org/> ; CELLULE GÉNÉRALE DE POLITIQUE DROGUE, *op.cit.* p. 4.

¹⁷ M. HOGGE et C. STÉVENOT, *op. cit.*, p. 108; GISLE, *op. cit.*, p. 15.

¹⁸ « Les facteurs », www.jeunesetalcool.be, ASBL Jeune, alcool et société, consulté le dimanche 30

octobre 2022.

¹⁹ M. HOGGE et C. STÉVENOT, *op. cit.*, p. 108, p. 114 ; P. GRUBER, *Jeunes et alcool le piège était presque parfait*, Bruxelles, ASBL Question Santé, 2021, disponible sur questionsante.org, p. 10.

²⁰ JEUNES ET ALCOOL, *L'alcool chez les étudiants*, acte du séminaire du 28 novembre 2007, 2015, disponible sur www.jeunesetalcool.be

plus en plus de chartes dans les milieux folkloriques²¹. Certaines ASBL travaillent également de manière active à la prévention, avec des initiatives telles que « guindaille 2.0 ». Lors des grands événements, l'eau, indispensable à une bonne gestion de l'alcoolémie, est distribuée gratuitement et des stands de prise en charge sont prévus²². On peut donc dire que les étudiants sont dans l'ensemble plus sensibilisés et plus conscients des dangers de l'alcool qu'auparavant. Nul ne sait dire si cela va mener à une diminution de la consommation ou à une désacralisation de la boisson dans le milieu étudiant, mais c'est de bon augure pour le futur.

Néanmoins, on ne peut manquer de constater le caractère privé de ces initiatives (même si elles sont parfois subsidiées), et l'absence de politique publique globale²³. Une telle politique serait pourtant nécessaire afin de pouvoir faire des progrès substantiels en la matière. À l'heure actuelle, la prévention représente une part minime du budget par rapport au coût des soins consécutifs aux abus en tout genre²⁴.

Les initiatives en ce sens aboutissent difficilement, et ce pour différentes raisons. En effet ce n'est pas une priorité politique, car c'est une pratique implantée dans les mœurs et les publics cibles, étudiants compris ne sont pas demandeur. De plus, les lobbys exercent une influence non négligeable et les accises constituent une source de revenus importants pour l'État. La lasagne institutionnelle belge ne facilite pas non plus la tâche aux autorités puisque les compétences en matière de santé sont largement éclatées entre les différentes entités fédérées²⁵.

Ceci étant dit, les choses pourraient évoluer à l'avenir puisque les pouvoirs publics vont mettre sur pied une « stratégie interfédérale en matière d'usage nocif de l'alcool » discutée cette année.

Il est à espérer que cette initiative portera ses fruits, car l'alcool reste une drogue aux dangers duquel il faut sensibiliser la population, et ce pour des raisons évidentes de santé publique. C'est particulièrement important pour des jeunes en plein apprentissage qui ont encore grand

usage à faire de leurs capacités cognitives et qui sont aussi les consommateurs de demain.

Nous restons cependant optimistes, car, par le passé, grâce à des politiques audacieuses ont réussi à faire reculer ou du moins à faire conscientiser d'autres habitudes nocives bien implantées telles que la cigarette ou le port de la ceinture de sécurité.

Bibliographie

- L. Gisle, *Enquête de santé 2018 : consommation d'alcool*, Bruxelles, Sciensano, 2019
- www.jeunesetalcool.be, ASBL Jeune, alcool et société, consulté le dimanche 30 octobre 2022.
- Cellule générale de politique drogue, *Projet de stratégie interfédérale en matière d'usage nocif d'alcool 2023-2028*, Bruxelles, le 23 mars 2022, disponible sur <https://organesdeconcertation.sante.belgique.be/>.
- M. hogge et C. Stévenot, *Tableau de bord de l'usage de drogue et ses conséquences sociosanitaires en Région de Bruxelles-Capitale*, Bruxelles, ASBL Eurotox, 2022, disponible sur <https://eurotox.org/>.
- P. Gruber, *Jeunes et alcool le piège était presque parfait*, Bruxelles, ASBL Question Santé, 2021, disponible sur questionsante.org
- Jeunes et Alcool, *L'alcool chez les étudiants*, acte du séminaire du 28 novembre 2007, 2015, disponible sur www.jeunesetalcool.be
- S. Maquestiaux, *L'action publique en matière d'alcool chez les étudiants universitaires en Belgique francophone*, Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, Université catholique de Louvain, 2022. Prom. : Schiffino, Nathalie p. 78-80
- *Charte relative aux activités festives et folkloriques estudiantines en fédération Wallonie-Bruxelles*, approuvée par l'ARES, 30 juin 2022, disponible sur www.ares-ac.be.
- <https://www.univers-sante.be/>, consulté le 30 octobre 2022.

consulté le 30 octobre 2022.

²³P. GRUBER, *op.cit.* 23-25 ; S. MAQUESTIAUX, *L'action publique en matière d'alcool chez les étudiants universitaires en Belgique francophone*, Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, Université catholique de Louvain,

²¹ *Charte relative aux activités festives et folkloriques estudiantines en fédération Wallonie-Bruxelles*, approuvée par l'ARES, 30 juin 2022, disponible sur www.ares-ac.be.

²² Pour des explications sur certaines de ces initiatives voir notamment <https://www.univers-sante.be/>,

Les meilleurs ennemis. Pour un compromis à la belge.

ROBIN TAES

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Belgique. Derrière ce simple mot se cachent des complexités innombrables que même un Alexandre le Grand ne saurait trancher de sa lame. S'il est une complexité des plus brûlantes, c'est bien de la question communautaire qu'il s'agit. La Flandre et la Wallonie semblent en effet vivre une cohabitation forcée dont Bruxelles est la cristallisation. La langue en est le vecteur. À l'origine, les tensions linguistiques découlent d'un sentiment d'humiliation. L'humiliation des Flamands par le pristin Etat belge lors de la consécration du français comme unique langue officielle. Action entraînant réaction, naît un mouvement flamand, lequel promeut, dans un premier temps, le bilinguisme. Une trop lourde concession pour les Wallons. Ainsi sera consacrée la primauté linguistique territoriale, entraînant une série de complications concernant par exemple les communes à facilité et la circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvoorde.

Pourquoi continuer à se battre ? L'auteur est convaincu que la Belgique reste constituée d'une seule Nation. La nation se définirait selon Ernest Renan comme un ensemble de citoyens possédant un passé commun et désirant continuer à vivre ensemble. La question suivante se pose alors : désirons-nous vivre ensemble ? Ce questionnement se pose à chacun d'entre nous, nous titillant jusque dans nos retranchements les plus intimes.

Une solution pour trancher cette question a déjà été proposée : permettre, via un procédé passerelle, de permettre un référendum à l'échelle nationale – ce qui est actuellement inconstitutionnel. Ainsi, la Nation – belge ou autre, telle est la question –, par un oui ou par un non, réveillerait le souverain pouvoir révolutionnaire qui sommeille en lui. Une telle initiative serait heureuse ; l'omerta autour de

2022. Prom. : Schiffino, Nathalie p. 78-80; M. HOGGE et C. STÉVENOT, *op. cit.*, p. 116.

²⁴ CELLULE GÉNÉRALE DE POLITIQUE DROGUE, *op.cit.*, p. 5.

²⁵ P. GRUBER, *op.cit.*, p. 23-25; S. MAQUESTIAUX, p. 78-80; M. HOGGE et C. STÉVENOT, *op. cit.*, p. 116.

cette question doit être soulevée.

En l'attente d'une réponse, allons de l'avant, contrairement à la tendance actuelle de désubstantialisation de l'Etat fédéral. Réforme de l'Etat après réforme de l'Etat, l'unité belge perd en effet de sa vigueur – si seulement on pouvait encore parler de vigueur. Pourtant, tant Flamands que Wallons ont intérêt à s'allier. Ou au minima à ne pas divorcer ; l'hypothèse la plus radicale, la scission, serait dommageable pour tous en plus d'être compliquée à mettre en œuvre. Cela bloquerait, entre autres, au niveau de l'Union Européenne. Dès lors, quelles sont les solutions à apporter ?

De l'apprentissage des langues

On remarque que l'apprentissage de l'autre langue est obligatoire uniquement dans l'enseignement flamand (à partir de la 5^e primaire), au contraire de la Wallonie. Résultat : près d'un tiers des élèves de 6^e secondaire quitte les humanités sans avoir eu un seul cours de néerlandais ! Le gouvernement fédéral actuel a la volonté de rendre le néerlandais obligatoire dès la maternelle. L'initiative est heureuse et un premier pas non négligeable vers l'autre.

Cependant, il ne suffit pas d'obliger, même dès le plus jeune âge. Il est nécessaire de revoir en profondeur la méthode d'enseignement des langues. Rares sont les élèves et étudiants qui affirmeront être satisfaits de leur enseignement linguistique. Il faut davantage changer les mentalités, donner la réelle envie – *a fortiori* que de convaincre de la nécessité – d'apprendre l'autre langue ; à cette fin également, il convient de combattre les stigmates et stéréotypes envers l'autre communauté. Cela passera par l'information.

En passant par des médias nationaux bilingues

Il en existe déjà, mais à titre très anecdotique. Il s'agit par exemple du podcast plan B, une collaboration entre la RTBF et la VRT. Avançons quelques crans plus loin : développons des médias bilingues au sens strict, en ayant pour particularité de ne pas dédoubler les articles/interventions de traductions, mais de former un tout indissociable d'alternance de français et néerlandais. D'une manière plus générale, à titre transitoire afin d'éviter un rejet du bilinguisme strict, une presse écrite et audio-visuelle bilingue, et en particulier un journal télévisé. Le principe général serait de rapprocher les deux communautés par l'information. Actuellement, la

frontière linguistique est trop imperméable ; que ce passe-t-il "de l'autre côté" ? Une rapide comparaison des sites de la RTBF et de la VRT suffit à corroborer ce constat.

Jusqu'à une circonscription électorale fédérale

Un autre caractère renforçant l'imperméabilité linguistique est sans nul doute intervenu à la scission linguistique des partis politiques depuis la crise de Louvain de 1967. Les élus ne le sont que d'un côté de la frontière. Elire, pour au moins une partie, des députés fédéraux permettrait de ralentir cette dynamique centrifuge qui structure la Belgique depuis plus d'un demi-siècle. Légalement, rien ne limite les candidats à se présenter outre-frontière – pratique dite du 'parachutage', si ce n'est la tradition politique. Par contre, les électeurs ont une obligation territoriale de suffrage (sauf en ce qui concerne l'ex-circonscription BHV). Institutionnaliser une dynamique centripète transcommunautaire est à notre sens une nécessité. Permettre aux candidats de faire campagne de l'autre côté de la frontière encouragerait à se préoccuper de nos compatriotes, non seulement du point de vue des politiciens, mais également des électeurs.

En somme, il devient de plus en plus urgent de rapprocher les communautés. Nous ne nous devons d'être honnêtes envers nous-mêmes et de trancher la question de la (dés)union une fois pour toutes. Pour autant, l'issue la plus souhaitable est une cohésion renforcée, en ayant recours aux moyens exposés, à savoir : un apprentissage des langues revisité et renforcé, des médias nationaux bilingues, et une circonscription électorale fédérale. Ces propositions seront peut-être traités d'utopistes, mais elle garderont le mérite de contrer le fatalisme. Apprendre à connaître l'autre est le remède au communautarisme. Apprendre à connaître l'autre c'est commencer à aimer. Après tout, ne disons-nous pas que *L'union fait la force ; Eendracht maakt macht* ?

PS : notre présente contribution ne se concentre pas sur les germanophones, mais son auteur ne les oublie pas pour autant.

Bibliographie

- DUMONT, H et EL BERHOUMI, M., *Droit constitutionnel. Approche critique et interdisciplinaire*, t.1 :

L'Etat, Bruxelles, Larcier, 2021, p. 144 à 146, 438 à 442 et 484 à 514.

- RENAN, E., *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris Flammarion, 2011, p. 63 (issu d'une conférence donnée en 1882 à la Sorbonne)
- DUMONT, H., « Ouvrir à révision l'article 195 et réveiller le pouvoir constituant originaire : possibilité, risques et opportunités », *CDPK, Chroniques de droit public – Publiekrechtelijke Kronieken*, 2019, p. 443 à 452.
- BURGRAFF, E., « Bientôt, ce sera néerlandais pour tous dès le 3^e primaire », *Le Soir*, 14/10/2022.
- BAUS, M., « Seule, l'obligation d'étudier le néerlandais n'améliorera pas sa mauvaise image », *La Libre*, 5/10/2022.
- SINARDET, D., « La circonscription électorale fédérale », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2012/17, p. 5 à 47.

Pourquoi le vote doit rester obligatoire

PIERRE DE SAINT MOULIN
MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Il y a un peu plus de 3 ans déjà, certains d'entre nous ont eu l'honneur de se déplacer afin d'effectuer une action citoyenne des plus prestigieuses, voter. Voter pour des formations politiques, voter pour des élus qui tenteront de représenter au mieux nos idées, voter pour notre avenir, tout simplement. Nous sommes tous concernés, et faire croire que les citoyens ne s'intéressent plus à la politique est un leurre.

Comme vous le savez très certainement, le vote en Belgique est aujourd'hui obligatoire. Cependant, il semble dans l'air du temps de vouloir remettre en cause cette règle d'après certains détracteurs. Après tout, nous sommes libres de faire ce que nous voulons, et quitte à voter blanc, autant rester chez soi. Mais selon moi, vouloir abolir le vote obligatoire relève du ridicule.

Avant toute chose, remettons les choses dans leur contexte : nous vivons dans une démocratie. Cette démocratie est le résultat de centaines d'années d'intenses combats pour en arriver enfin à un système politique où les citoyens participent autant que

possible au pouvoir. La démocratie, ce régime politique si cher à nos yeux. Celui-ci n'a de sens que lorsqu'un maximum de citoyens sont entendus et c'est justement ce que permet le vote obligatoire. Durant l'histoire, des hommes et des femmes se sont battus, parfois même au péril de leur vie pour nous offrir le privilège qu'est le droit de vote. En Belgique, un suffrage censitaire fut de mise de 1830 à 1921. En effet, en fonction de notre classe sociale et des taxes que nous payions, ce droit fondamental pouvait nous être enlevé. Et je ne parle même pas des femmes, qui ont dû attendre 1948 pour pouvoir voter dans notre pays. La seconde guerre mondiale a éveillé des mouvements féministes qui jusque-là furent trop souvent réprimés. Dans certains pays, le droit de vote universel n'a même pas 20 ans. Alors estimons-nous heureux, rendons-nous compte de la chance dont nous chérissons. Ne pas en être conscient serait une réelle injure à la mémoire des hommes et des femmes qui se sont battus pour nous l'offrir.

Par ailleurs, l'un des plus grands dangers dans nos sociétés actuelles et qui devrait tous nous inquiéter au plus haut point est la montée des extrêmes partout en Europe. Ce ne sont plus quelques fanatiques que l'on peut se permettre de sous-estimer. Actuellement, les citoyens ont peur de ce que l'avenir leur réserve, les gens sont de plus en plus déçus de leurs dirigeants politiques et en vont même jusqu'à envisager les solutions des plus radicales pour remédier à leurs problèmes. Il a été prouvé scientifiquement par des études en sociologie politique qu'un électeur soutenant un parti extrémiste, prônant une révolution ou rêvant d'une société utopique n'hésitera pas une seule seconde à sortir de son lit pour aller voter un dimanche matin. A contrario, un citoyen peu engagé ou indécis préférera parfois s'abstenir, par simple fainéantise, ou estimant que son vote n'est rien de plus qu'une goutte d'eau dans un immense océan. En rendant le droit de vote facultatif, nous encourageons donc les extrêmes. En ne poussant pas les citoyens à voter, nous agissons de manière irresponsable.

Enfin, j'entends bien que tout le monde ne soit pas passionné par la politique et c'est tout à fait normal. Cependant, il faut voir en cette obligation une opportunité d'encourager le citoyen à effectuer un vote responsable, en toute connaissance de cause et qu'il ne

regrettera pas, puisque de toute façon il sera obligé d'aller voter. Ce vote, c'est une opportunité d'exercer son esprit critique et de s'impliquer dans la vie politique. Car pendant des années, les électeurs devront assumer leurs choix. Il s'agit de notre quotidien et de notre avenir dont il est question. Voter est plus qu'un droit, voter c'est un devoir pour tous les citoyens. Et quand bien même, dans le cas où, après mûre réflexion, un électeur n'est toujours pas satisfait des différentes propositions politiques qui s'offrent à lui, il lui est tout à fait possible de voter blanc.

Reconnaitre constitutionnellement le vote blanc et en définir les effets est une piste de réflexion qui me paraît intéressante à étudier, mais ce n'est pas le sujet ici. Le droit de vote obligatoire n'est donc en aucun cas une entrave à la liberté individuelle.

En somme, le droit de vote obligatoire est à la fois un privilège, un honneur mais aussi un devoir. Nous nous devons d'en faire bon usage pour apprendre à grandir et tenter d'améliorer notre société. Ce n'est pas un simple papier que nous déposons dans l'urne mais bien ce qui peut amener à une communauté prospère, ou au pire. Nous avons l'occasion de pouvoir décider du monde que nous léguerons à nos enfants et petits-enfants, tâchons de nous en rappeler...

«You can't build peace on empty stomachs.»

MARGOT TIMMERS

LID VAN HET OGB SCHRIJVEND IN EIGEN NAAM

Het zit in kleine dingen. 5% van de middelbare scholieren begon aan het nieuwe schooljaar zonder schoolboeken, ofwel gemiddeld 1 leerling per klas. Ook zit gemiddeld in elke klas een kind met honger, zowel in het secundair onderwijs als de lagere school. In 2021 klopte een recordaantal mensen aan bij de voedselbank. Deze cijfers zijn dramatisch, zeker met een moeilijke winter in aantocht, waarbij twee woorden centraal staan: energie en inflatie. Een winter waarin eenieder keuzes zal moeten maken.

Kinderen die opgroeien in armoede krijgen van jongs af aan een extra ballast om mee te sleuren. Ook al doen hun ouders er vaak alles aan om hun kind hiertegen te beschermen, de extra stress die gepaard gaat met honger,

met koude, met het niet hebben van het vereiste schoolgerief en vooral het stigma dat hiermee gepaard gaat, is moeilijk om te verstoppen. Zo kunnen kinderen vaak hun talenten niet ontwikkelen, kunnen ze minder onbezorgd kind zijn en hebben ze later vaak minder kansen op de arbeidsmarkt. Armoede is een structureel probleem, en kinderen zijn hierbij de grootste slachtoffers.

Armoede in Vlaanderen verdiept en verbreedt, zegt Michel Debruyne, woordvoerder van de Armoedebaarometer. Of anders gezegd, meer mensen worden arm en arme mensen worden armer. De middenklasse verdampt steeds meer. Het doel van ouders is om hun kinderen een betere toekomst te bezorgen dan henzelf, maar helaas zijn wij de generatie die het globaal gezien minder goed heeft dan onze ouders. We zijn het dus als maatschappij verplicht aan onszelf om bij al de bovenstaande fenomenen stil te staan en onszelf af te vragen wat we hiertegen kunnen doen. Want zoals de quote van Norman Ernest Borlaug in de titel reeds zegt, zijn gevulde magen essentieel voor collectieve vooruitgang.

“Kerntaak van scholen is onderwijs”

Dit artikel focust op de brooddozenproblematiek. Dit is iets wat mij persoonlijk erg geraakt heeft: kinderen die niks hebben om te eten, of die moeten teren op koude restjes pizza of een enkele mandarijn. Als student hield ik me tijdens de blok vaak bezig met het bereiden van de best mogelijke maaltijden voor de hersenen, hersenen die al volgroeid zijn, terwijl zo vele nog groeiende kinderhersenen niet de nodige voedingsstoffen binnenkrijgen.

Het is een gekend probleem, niet alleen in België. Zweden en Finland bieden gratis schoolmaaltijden aan. De bevoegde Vlaamse minister van Onderwijs Ben Weyts zei echter “Als ouders niet aan hun verantwoordelijkheid kunnen voldoen, moet het lokaal sociaal beleid optreden. De kerntaak van scholen is lesgeven, niet het eigenhandig bestrijden van welzijns-, gezondheids- en armoedeproblemen.” Het antwoord van de burgers hierop: solidariteit. Lokale initiatieven swingen de pan uit: scholen of leerkrachten die zelf brood kopen, die soep voorzien tegen een symbolisch bedrag, die fruit uitdelen, ... In Gent ontstond bvb. ‘Brood(doos)nodig’, in Antwerpen ‘Smakelijke School’. Mooie initiatieven, maar een overkoepelend plan ontbreekt. En daar waar de kerntaak van scholen inderdaad het onderwijs

zelf zou moeten zijn, weet iedereen dat een kind met honger niet kan opletten.

De flinterdunne grens tussen goede bedoelingen en stigmatisering

Een overkoepelend plan was er wel toen in 2015 Vlaams minister van Armoedebestrijding Liesbeth Homans 1 euro maaltijden lanceerde, aangeboden door steden en gemeenten. Deze werden echter als stigmatiserend en te rigide beschouwd, en werden daarop weer afgevoerd. Het gevaar van stigmatisering is erg reëel en iets waar we ons vaak niet bewust van zijn. Vorig jaar kreeg ik de kans om voor het KU Leuven vak Product Innovation Project (PiP) mee te werken aan een innovatieve oplossing om kansarme jongeren in contact te brengen met STEM (Science, Technology, Engineering, Mathematics). Dit project deed me beseffen hoe dun die grens wel niet is tussen het willen helpen en de baas spelen. We zouden nooit een ander zich minderwaardig mogen doen voelen. Dit probleem kan verholpen worden door de actoren (in dit geval de scholen en ouders) te betrekken in een open conversatie.

De macht van de middenklasse

Armoede-expert Wim Van Lancker, verbonden aan de KU Leuven, brak in februari 2022 in de krant De Standaard de lans voor de hervorming van de kinderbijslag. Dit gebeurde ter ondersteuning van het project 'stopkinderarmoede.nu', een actie van Lieven De Pril en Caro Bridts die gesteund wordt door bekende Vlamingen zoals kinderpsychiater Peter Adriaenssens, fotografe Lieve Blancquaert, actrice Marleen Merckx en straathoekwerker Joost Bonte. Zij pleiten voor een herverdeling van de middelen, zoals reeds gebeurde in Canada, waar enkel positieve effecten merkbaar waren. Momenteel krijgt elke ouder een vast bedrag per kind per maand. Van Lancker pleit voor het afschaffen van bepaalde nutteloze toeslagen en het invoeren van een glijdende schaal op basis van het inkomen van de ouders.

Politiek ontbreekt echter nog de wil om dit idee serieus te onderzoeken. Met het raken aan de middenklasse maakt men zich niet populair. Daarom richt ik me hierbij tot de lezer: zou u het met minder kunnen doen? Zou een herverdeling volgens u zoden aan de dijk brengen?

Persoonlijk denk ik dat door het herverdelen van het kindergeld het aanbieden van maaltijden op school

budgettair mogelijk gemaakt zou kunnen worden, zodat alle kinderen zonder stigmatisering kunnen genieten van gezond en voedzaam voedsel, zodat ook hun hersenen de leerstof aan blijven kunnen. Al brengt deze optie dan weer logistieke problematieken met zich mee, ook het grootste probleem waar we tijdens mijn PiP-project mee kampten. Een school in Deurne loste dit op door elk kind te betrekken in het voorbeiden van de lunch, maar dit is in de meeste scholen niet mogelijk. Een oplossing schuilt hierbij misschien weer in solidariteit, in ouders en grootouders die inspringen om de maaltijden te bereiden en uit te delen?

SDG 2: Geen honger

Concluderend, de Sustainable Development Goals van de Verenigde Naties stellen in punt 2.1: *tegen 2030 een einde te maken aan honger en voor iedereen, in het bijzonder de armen en de mensen die leven in kwetsbare situaties, met inbegrip van kinderen, toegang garanderen tot veilig, voedzaam en voldoende voedsel en dit het hele jaar lang.* Om deze doelstelling te halen, zullen we ons systeem dus fundamenteel in vraag moeten stellen. Want in het sprookje kon Goudlokje dan wel ongestraft pap eten bij de beren en zo met een gevulde maag naar school gaan, maar als we alle kinderen zonder honger op school willen laten zitten, zijn er wel heel veel beren nodig die pap maken of die broodjes smeren.

La dégressivité du chômage : une mesure efficace ?

ALEXIS DE PATOUL

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Vous le savez déjà sûrement tous, le coronavirus a créé une crise économique sans précédente depuis la Seconde Guerre mondiale dans notre société. A la suite de cette crise, Un grand nombre de mesures exceptionnelles d'aides sociales ont été mise sur pied. Concernant les chômeurs, le débat sur la dégressivité du chômage est revenu à l'ordre du jours. D'où vient cette idée de dégressivité ? Quel est le débat aujourd'hui ? Quelles sont les pour et contre ? Cet article va tenter de répondre à toute ces questions.

Evolution historique de la Sécurité sociale : état social et

état social actif

Revenons d'abord un peu sur l'histoire de cette allocation de chômage et de la sécurité sociale. Celle-ci a vu le jour au sortir de la Seconde Guerre mondiale et vient de l'idée que suite à la Révolution Industrielle, les travailleurs ont souvent eu des conditions de vie assez difficiles et qu'en cas de problème ils étaient destinés à la pauvreté. Le principe de cette nouvelle sécurité sociale était d'aider les travailleurs en difficultés que ce soit à cause de maladies ou de pertes d'emploi afin d'éviter qu'ils tombent dans des conditions de vie trop difficiles. On peut le voir comme un gros pot commun où les travailleurs mettent de l'argent au bénéfice des personnes dans le besoin. C'est de là que viennent les allocations de chômage mais aussi les indemnités maladie etct. Ce système était inscrit dans ce qu'on appelle l'Etat social c'est-à-dire que l'Etat s'engageait à assurer la subsistance de tous. On considérait à l'époque ainsi que si quelqu'un avait perdu son emploi, c'était dû à des circonstances spécifiques et que ce n'était pas sa faute, en conséquence il pouvait naturellement bénéficier des mécanismes de cette sécurité sociale jusqu'à ce que ça aille mieux pour lui. Il n'était pas question de conditions à cette aide.

Cependant, dans les années 1970, la situation économique devient plus compliquée et il paraît peu à peu clair que l'Etat ne va plus pouvoir financer ce système. L'état social va alors se transformer en état social actif. Qu'est-ce qui change ? Et bien dorénavant le chômeur est mis au centre du dispositif. L'Etat est là pour l'aider à retrouver un emploi mais on considère que c'est lui qui est responsable de sa situation et non plus le contexte. On va ainsi lui demander des preuves du fait qu'il cherche du travail. L'idée est que c'est le chômeur qui doit se débrouiller et que l'Etat n'est là que pour lui donner un coup de pouce.

La réforme du chômage de 2012

C'est toujours dans ce cadre-là que se trouve aujourd'hui notre système de chômage. Contrairement à ce qu'on pourrait croire celui-ci n'est pas une enveloppe donnée à tous les chômeurs par l'Etat. Il faut plutôt le voir comme une assurance. En effet, tant qu'il travaille un employé va mettre chaque mois de l'argent de coté pour financer la caisse commune du chômage et lorsqu'il perd son job il va pouvoir bénéficier de celle-ci. Dans cette logique, ceux qui gagnaient plus ont donc plus mis de coté et doivent donc

légitimement recevoir plus. C'est pour ça que le chômage n'est pas un montant fixe mais bien un pourcentage du salaire perdu. Seulement, il y a également un aspect solidaire à ce système qui explique pourquoi on a instauré un maximum et un minimum au montant de ce chômage.

En 2012, le gouvernement d'alors emmené par Elio Di Rupo a réformé ce système en y faisant entre autres entrer un nouvel aspect : la dégressivité des allocations de chômage. L'idée est qu'au plus longtemps un chômeur met pour retrouver du travail au plus on baissera son chômage. L'idée est ainsi de l'inciter à chercher du travail le plus rapidement et efficacement possible.

En vérité, il y avait déjà une forme de dégressivité avant la réforme mais celle-ci l'a considérablement étendue. Dorénavant, un chômeur touchera pour commencer 65% de son ancienne paye mais cette proportion va pouvoir descendre jusqu'à 40% en fonction de la situation familiale de l'intéressé c'est-à-dire s'il vit seul, avec des enfants, etct. A terme, l'allocation de chômage va descendre jusqu'au seuil minimum qui est à peine supérieur aux minima sociaux. La vitesse de cette dégressivité va dépendre des années de travail du chômeur, au plus longtemps il a déjà travaillé au moins vite il arrivera à ce seuil minimum. Il y a néanmoins des exceptions pour les personnes âgées de plus de 55 ans, ceux qui ont un problème médical et ceux qui ont déjà assez travaillé (entre 20 et 25 ans).

Cette réforme est souvent défendue par les parties de droite et est ainsi vue comme une concession des socialistes aux libéraux pour former le gouvernement. Elle sera d'ailleurs reprise par le gouvernement de Charles Michel. A l'époque elle avait été saluée par l'OCDE et la Commission Européenne car aidant à la productivité.

Débat sur la dégressivité

Rappelons d'abord les arguments en faveur de cette idée. L'idée est de favoriser le retour à l'emploi en incitant financièrement les chômeurs à retrouver rapidement un travail. Ainsi, la logique est qu'au plus quelqu'un est longtemps au chômage au plus c'est sa faute car il n'a pas assez cherché à s'en sortir, il s'agirait ainsi de le « forcer » à retrouver du travail. Afin d'anticiper la baisse de leur argent, les chômeurs devraient ainsi chercher plus vite un nouveau job. In fine, ça permettrait donc de réduire le nombre

de chômeurs. Les défenseurs de la mesure affirment également que ce n'est pas une mesure contre les plus pauvres car cette dégressivité permet d'augmenter le chômage de départ donc ce que toucheront les chômeurs au début et que de toute façon il existe une allocation minimum sous laquelle personne n'ira jamais.

De l'autre côté, les personnes contre cette mesure affirment souvent que le problème du chômage n'est pas une question d'incitants financiers et d'à quel point les personnes cherchent ou non du travail mais plutôt des qualifications de ces chômeurs. En effet, quelqu'un qui n'a pas les capacités que demande les entreprises pourra chercher autant qu'il veut, il ne sera jamais engagé. Il faudrait ainsi dans cette idée plutôt donner des formations aux chômeurs pour qu'ils puissent atteindre ce niveau de qualification. Il serait ainsi loin d'être évident que la mesure augmente le chiffre d'emploi car elle ne s'attaquerait pas au cœur du problème.

La crainte est ainsi que cette mesure ait surtout comme effet d'augmenter la pauvreté des chômeurs de longue durée qui sont souvent économiquement assez fragiles. En effet, au terme du processus de dégressivité, les chômeurs passent souvent en dessous du seuil de pauvreté et le risque est donc qu'ils finissent par tous arriver au CPAS. Parmi les autres effets négatifs souvent mentionnés on peut rapidement citer : le fait que cette mesure serait humiliante pour les chômeurs et saperait leur confiance en eux, que ça pourrait rendre plus compliqué d'aller à des entretiens d'embauche, se tenir informé etct, que cela va causer de l'insécurité pour les chômeurs en multipliant le risque d'erreur administrative ou encore que cela va les forcer à accepter des emplois aux conditions indécentes. Enfin, L'ONEM (organe qui gère l'assurance chômage) à démontrer dans une étude récente que la dégressivité n'avait peu ou pas d'effet sur l'augmentation de l'emploi. De plus, durant le covid la mesure à été gelée, le taux d'emploi a pu augmenter. Ce qui appuie l'affirmation que cette mesure n'a pas d'effet sur le chômage.

Le débat sur la question est encore loin d'être tranché. La dégressivité des allocations de chômage est-elle donc une bonne mesure qui va responsabiliser les demandeurs d'emplois ou au contraire va-t-elle juste augmenter la pauvreté dans notre pays ?

Qu'est-ce qu'une nation ? L'exemple français

GÜNEY GÜLER

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Introduction

De nos jours, l'opinion publique semble de plus en plus acquise à l'idée que la nation serait une affaire personnelle de l'extrême-droite.

Et pour cause, le champ politique que constitue la nation a été désinvesti à son profit et sans qu'aucune contradiction ne lui soit opposée, sinon des postures morales de façade, qui mette en lumière le caractère tout à fait discutable du monopole qu'elle prétend détenir sur la question de l'identité nationale.

En conséquence, il est devenu fréquent aux yeux du grand public que nation soit synonyme d'exclusion.

Dans cet article, nous allons démontrer que le contraire est tout à fait possible. À l'aune de l'exemple français, nous verrons en effet que la nation peut être inclusive voire humaniste.

Pour ce faire, nous poserons un regard dialectique sur deux paires de notions *a priori* contradictoires : universalisme et singularisme (Chapitre I), continuité et rupture (Chapitre II).

Aux termes de cet article, nous aurons tout à la fois rejeté la vision ethnique et passiste de la nation que véhicule l'extrême-droite, et évité l'écueil pénible des accusations d'angélisme et de candeur dont elle accable ses opposants.

Chapitre I. Nation française, entre universalisme et singularisme

De prime abord, tout oppose les notions d'universalisme et de singularisme : en effet, le premier vise à rassembler les êtres humains, tandis que le second cherche à les isoler dans des cases.

Se limiter à cette contradiction apparente ne nous laisse le choix qu'entre la catégorie des « citoyens du monde » (pour lesquels la nation est à bannir complètement) et la catégorie des « différentialistes étroits » (pour lesquels l'humanité est à morceler).

Autant dire qu'une telle approche de la question ne permet pas aux humains de s'accomplir pleinement.

En effet, elle les réduit, soit à des êtres

abstrait qui ne vivent que d'idéal (ce qu'ils ne sont naturellement pas), soit à des êtres physiques qui ne vivent que de ressenti (ce qu'ils ne sont pas davantage).

En vérité, « l'homme est un animal politique », comme le dirait Aristote. Autrement dit, il est à la fois un être physique, concret, matériel, et un être métaphysique, abstrait, spirituel ; il est tout autant objet que sujet, créature que créateur. Son corps biologique accueille un libre-arbitre.

Par conséquent, il existe une troisième voie entre un universalisme mutilant qui ne laisse aucune place à la différence et un singularisme aigu qui ne laisse aucune place à la ressemblance. Et c'est dans cet interstice que se situe la nation française, un singulier qui contient l'universel.

Née au cours de la Révolution de 1789, elle s'est affirmée sans tourner le dos à l'humanité, a aspiré à l'universel sans oublier son identité. Mieux encore, l'universel est devenu son identité. À présent, n'importe quel être humain adhérant aux valeurs de la République que résume sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité » peut devenir français s'il le souhaite. Autrement dit, ce ne sont pas les « ventres » des femmes françaises qui « fabriquent » les citoyens français, mais l'école, la politique et la République.

La nation française, on le voit, n'est donc ni ethnique, ni une religion, ni une communauté de traditions pluriséculaires, mais un singulier qui exprime l'universel. Ainsi, la Marseillaise, la Marianne et le drapeau tricolores sont autant d'identifiants français dans lesquels l'humanité peut se reconnaître.

Chapitre II. Nation française, entre continuité et rupture

L'histoire est faite de continuités et de ruptures. De continuité lorsqu'un état de fait se perpétue ; de rupture lorsqu'il est mis fin à une situation.

Lorsque se produit la chute de l'empire romain d'occident, s'observe par exemple une rupture. Est-ce que les habitudes, les traditions et les modes de vie romains disparaissent d'un seul coup ? Non. L'on peut alors parler de continuité. De même, lorsque la Révolution française éclate, est-ce que les mœurs d'Ancien Régime disparaissent du jour au lendemain ? Non plus. Et l'on peut tout autant parler de continuité.

La rupture et la continuité sont inséparables dans l'histoire humaine.

Pourtant, tout les oppose.

La rupture, c'est donc maîtriser le futur, agir sur un cours des choses qui n'est pas défini par avance. La continuité, à l'inverse, c'est imiter le passé, c'est ne jamais le questionner ; or, une identité nationale sur laquelle les nationaux n'ont pas d'emprise est une prison qui empêche ces derniers de s'accomplir en tant qu'êtres humains libres. Elle les assujettit à un carcan de rites et de pratiques.

Lorsqu'il est question de se définir en tant qu'entité nationale, il faut donc choisir ce qui fait sens, de la continuité ou de la rupture. Il faut choisir, quoique les deux soient inséparables.

S'agissant de la nation française, ce n'est pas la continuité, mais c'est la rupture qui fait sens, celle de 1789. Ce ne sont donc pas les traditions qui définissent l'identité nationale française : elles relèvent de la continuité. Ce qui constitue l'identité nationale française, c'est la Révolution, celle dont le poète allemand Goethe, témoin de la bataille de Valmy : « De ce jour, de ce lieu, date une nouvelle page de l'histoire du monde ».

L'écriture inclusive sauve les femmes du patriarcat !

LARISSA DE THOMAZ DE BOSSIERRE

MEMBRE DE LA COB S'EXPRIMANT À TITRE PERSONNEL

Le langage épïcène se compose de différentes règles et pratiques afin d'éviter toute discrimination sexiste par le langage ou l'écriture. Depuis les années 1980, l'écriture inclusive a fait surface dans plusieurs pays européens. Mais l'écriture épïcène est-elle vraiment l'arme qu'il nous faut pour vaincre l'inégalité perpétuelle qui existe entre les hommes et les femmes de ce monde ? Ou sert-elle d'appât de sorte de faire oublier les autres problèmes de genre et de sexe au sein de notre société ?

Certains sont persuadés que le style épïcène permettrait réellement de faire disparaître l'androcentrisme, dès lors présent dans nos vies depuis toujours. Ces mêmes personnes prônent un langage neutre qui permettraient à toutes personnes selon leur âge, sexe, genre, orientation sexuelle ou autre, de se sentir inclus dans la langue française.

Forcément, la langue dans laquelle une personne s'exprime, influera sur la

manière de penser de cette dite personne. De plus, cela impactera forcément sa façon de vivre sa vie au sein de sa société. Alors doit-on encore se poser la question de savoir si le français est une langue à prédominance d'interprétation masculine ? Non puisqu'on sait qu'elle l'est... En effet, une étude menée par Gyax et al en 2008 et de Sato et al en 2013, ont permis de souligner que la langue française comparée à la langue anglaise, était basée sur une interprétation masculine générique. Ces études ont notamment permis de souligner les différences d'interprétation dans les deux langues, comme le démontrait l'hypothèse de Sapir-Whorf. C'est justement là que l'écriture inclusive va se rendre utile, puisqu'elle va permettre d'annuler les biais masculins introduits par la forme masculine générique concernant certains genres de métiers, comme par exemple « les maçons » qui devient « les maçon-ne-s ». Cette forme stylistique sert à démasculiniser les représentations mentales que l'on arbore dès le plus jeune âge.

Nonobstant la popularité de plus en plus croissante de l'écriture inclusive, la question se pose parmi les linguistes de déterminer si la neutralité linguistique permet réellement de rendre une société non-sexiste. Certes, il est clair qu'il existe des liens entre les structures sociétales et les structures linguistiques. Mais force est de croire qu'un petit point médian changera les structures entières des communautés. Au-delà de la question de savoir si l'écriture inclusive impacte la fluidité, la compréhension et l'esthétique de la lecture. Ou pire encore, de savoir si l'efficacité d'un texte a été rendu plus lourde à cause de cette neutralité imposée. Ne faudrait-il pas se demander pourquoi l'on accorde tant d'importance à ce petit point ? Ne serait-ce pas jouer à l'autruche ? Une autruche qui a pleinement conscience des problèmes sexistes encrées dans nos racines moyenâgeuses, mais qui préfèrent tant bien que mal s'attarder sur des méthodes qui ne changent -en pratique- pas encore beaucoup de choses. N'est-ce pas naïf de penser que le changement d'écriture d'« ingénieur » à « ingénieur-e » va faire en sorte que le quota d'étudiants en ingénieur de gestion à Solvay va augmenter de +30% de filles ? Loin de moi de contester les bienfaits de l'évolution de la langue. Je suis persuadée qu'au vu du changement qui nous entoure, il est important de pouvoir s'adapter et s'aligner à notre espace-temporel. Et surtout que ces petits changements porteront au final

leurs fruits. Mais j'ose croire que toute l'attention qu'on porte à cette écriture revient à se battre à l'arc à flèche quand l'adversaire se sert des mitraillettes. L'intention de vaincre le sexisme est présente, mais les outils pour le battre ne sont pas les plus adéquats.

Peut-être vaudrait-il mieux se pencher sur l'écart salarial ? Surtout quand on sait qu'un homme et une femme au 21^e siècle ne sont toujours pas payés de façon égale pour le même travail fourni. Tandis que des études sortent et nous annoncent que l'écart salarial est passé à une moyenne de 5,3% de moins en moyenne par heures pour les femmes que pour les hommes. Et que de surcroît, ils en sont fiers d'annoncer que la Belgique fait partie des bons élèves européens. C'est peut-être là qu'il faut s'insurger. Alors oui, la Belgique a fait d'énormes progrès dans le cours de ces dernières années. Mais le fait est toujours là. Les femmes sont toujours moins valorisées que les hommes au sein de notre société pour la même sueur transpirée. Pourtant on nous demande d'applaudir quand les écarts ont été amoindris par la gloire du Seigneur et des dirigeants belges. Alors je dis, Dieu merci.

Mais *spoiler alert*, tant que l'écart n'est plus, l'inégalité hommes-femmes existera quant à elle toujours, par simple application de définition. Ce qui n'est pas égal est inégal.

Il est certainement vrai que la modification de la langue aura son rôle à jouer, mais comment voulez-vous qu'ils prennent la demande d'égalité linguistique au sérieux quand on félicite notre plat pays d'une existence d'inégalité amoindrie et non disparue dans les faits ?

Alors Mesdames et Messieurs et Tous ceux entre ces deux, je vous invite à sortir la tête du sable et dégoter votre plus beau combo de bouclier et sabre, car la bataille est encore à au moins 5,3% lieux de vaincue.

“De pioniers van onze toekomstige arbeidsmarkt”

JINANE BOUCLAGHMI
LID VAN HET OGB SCHRIJVEND IN EIGEN NAAM

Immigratie is al tientallen jaren een veelbesproken onderwerp en blijft gepolariseerd. Veel extreemrechtse Europese partijen zien immigratie als een bedreiging. Er zijn meerdere

verklaringen van deze partijen, zoals de bekende uitspraak: "Ze komen onze jobs afnemen". Een zin die in mijn opiniesectie meerdere keren terugkomt. Mijn bijdragen zullen ook vooral ingaan op structurele vraagstukken op onze arbeidsmarkt. Laten we dit breder bekijken.

“Ze stelen onze banen” is een veelgehoorde uitspraak. Maar klopt deze redenering, of is het eerder een irrationele vorm van gedrag? Dergelijke uitspraken zijn vaak niet gebaseerd op wetenschappelijk bewijs, maar op misvattingen van mensen. Relatieve groepsdeprivatie is een fenomeen dat kan optreden bij dergelijke gedragsvorming. Relatieve groepsdeprivatie is het gevoel dat de ene groep minder kansen heeft dan de andere binnen de groep. In dit voorbeeld gebruiken we migranten als een externe groep die hen als een bedreiging begint te zien. Omdat mensen binnen bestaande groepen het gevoel hebben dat ze ongelijke kansen hebben en benadeeld worden ten opzichte van andere (buiten)groepen. De letterlijke definitie gaat als volgt: “Een situatie waarbij een groepering zich benadeeld voelt in vergelijking met andere groeperingen, zonder de mogelijkheid om een objectieve maatstaf te kunnen gebruiken. Extremistische partijen die herhaaldelijk hun toevlucht nemen tot groepering deprivatie in hun discours zijn beter af met het bereiken van echte oplossingen. Op basis van objectieve maatstaven en meer rationale argumenten.

De problematiek van inactiviteit van personen afkomstig van buiten de Europese Unie op de Belgische arbeidsmarkt is geen nieuw probleem. België werd reeds sinds het tweede country report daterende van 2012 bestempeld als een van de slechtst presterende landen van de Europese Unie op dat vlak. Ook in de meest recente country report van 2020 werd gewezen op de voortdurende aard van deze problematiek. Het hebben van werk is een van de voornaamste sleutels tot integratie in de samenleving. Ook op maatschappelijk vlak is het niet wenselijk dat er een etnische onderklasse zou ontstaan. Het verrichten van arbeid is onlosmakelijk verbonden met het “mens zijn” en is ook een essentieel element om op een waardige manier als een mens te kunnen leven. Vanuit deze optiek is het niet verwonderlijk dat het recht op arbeid opgenomen is als mensenrecht of een grondrecht in verschillende internationale

mensenrechtenverdragen en ook in onze Belgische Grondwet.

Het onderwijs kampt al jaren met een lerarentekort. Wat houdt ons tegen om een systeem te vinden om werknemers aan te trekken om dit tekort op te vangen? Zo zullen er in 2023 en 2024 zo'n 4000 openstaande vacatures zijn. Tegen 2027 zouden dat er zelfs 10.847 vacatures kunnen zijn. Een waar rampscenario doemt op, waarvoor nog geen oplossing is gevonden. Als we de kwaliteit van het onderwijs willen behouden, moet dit structurele probleem zo snel mogelijk worden opgelost. Het heeft geen zin om de voor de hand liggende oplossing voor de lange termijn uit te stellen. Een verbod op bepaalde religieuze symbolen, zoals hoofddoeken, zorgt ervoor dat bepaalde onderwijsfuncties niet worden ingevuld. Inmiddels worden zo kansen gemist. Uiteindelijk zullen allochtone Belgen vroeg of laat zo in aantal groeien dat dit debat irrelevant wordt. Religie, die instaat voor bepaalde personen, is geen reden om hen uit te sluiten van deelname aan onze arbeidsmarkt. Het onderwijs is ook een belangrijk onderdeel van onze arbeidsmarkt. Het is daarom vrij verrassend dat leraren nog steeds katholieke symbolen op schoolmuren mogen gebruiken, terwijl leerkrachten omwille van een hoofddoek worden geweerd.

Aangezien migratie over menselijke mobiliteit gaat, moet het ook als een opportuniteit worden gezien. Een verbeterde versie van de Green Card (VS) voor Europa zou daarom een mogelijke oplossing kunnen zijn om veel openstaande vacatures in te vullen. Deze staan alleen open voor hooggekwalificeerde werknemers, hoogopgeleide mensen of immigranten met werkervaring in de Verenigde Staten. Dit zijn de drie belangrijkste pijlers die momenteel Green Cards bieden. Een vierde pijler toevoegen aan de Europese versie lijkt mij wenselijk. Je moet je kunnen verplaatsen als de stoel niet gevuld is en migratie toestaan voor openstaande vacatures die niet opgevuld geraken. Uiteraard met het nodige diploma. Dit vereist een flexibeler systeem dat de goedkeuring van niet-EU-diploma's vergemakkelijkt. Het gebrek aan erkenning van kwalificaties leidt hier immers vaak tot aanwervingen onder het niveau van potentieel en werk.

Tegen 2050 zal 70% van de wereldwijde beroepsbevolking afkomstig zijn uit opkomende markten. In een wereld met steeds meer vacatures is dit echt een opportuniteit voor Europa. Nu

moeten we investeren in een toekomst die een meer progressieve sociale revolutie moet ondersteunen om problemen zoals vergrijzing en leegstand op te lossen. Laten we het land niet regeren met gevoelens of irrationele houdingen ten opzichte van groepen van buitenaf. Om de arbeidsmarkt weer op de rails te krijgen, moeten we geleidelijk de 'first movers' aanboren. 80% werkgelegenheid is nog geen ambitieuze doelstelling. Immigratie was een vergeten onderdeel in de arbeidsdeal. Pijler 4-integratie is al een mogelijke stap in de goede richting, daarvoor is er nood aan een breed draagvlak binnen heel de samenleving. Het is dus van belang de publieke opinie te voeden met gebalanceerde informatie en met feiten, om vooroordelen zoveel mogelijk te beperken of te ontcrachten en om verbondenheid te stimuleren.

Bibliografie

- EUROPESE COMMISSIE, “Assessment of the 2012 national reform programme and stability programme for BELGIUM”, 2012, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/swd2012_belgium_en_o.pdf
- EUROPESE COMMISSIE, “2020 European Semester: Assessment of progress on structural reforms, prevention and correction of macroeconomic imbalances, and result of in-depth reviews under Regulation (EU) NO 1176/2011”, 2020, https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/file_import/2019-european-semester-country-report-belgium_en.pdf
- Ensie. (2017, 21 april). *Relatieve deprivatie*. Geraadpleegd op 20 februari 2022, van <https://www.ensie.nl/psychologie-en-sociologie/relatieve-deprivatie>
- M. (2020, 11 december). *Green Card: permanente verblijfsvergunning voor Amerika*. VisumBuitenland.be. Geraadpleegd op 20 februari 2022, van <https://visumbuitenland.be/amerika/nieuws/green-card-amerika>
- Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschap. (2019, 25 april). *Lerarentekort en kansenongelijkheid*. De Staat van het Onderwijs | Inspectie

van het onderwijs.

Geraadpleegd op 20 februari 2022, van <https://www.onderwijsinspectie.nl/onderwerpen/staat-van-het-onderwijs/trends-in-het-onderwijs/primair-onderwijs/lerarentekort-en-kansenongelijkheid>

- *Visie 2050: een langetermijnstrategie voor Vlaanderen*. (z.d.). www.vlaanderen.be. https://www.ewivlaanderen.be/sites/default/files/bestanden/visie_2050_een_langetermijnstrategie_voor_vlaanderen.pdf

Heeft de kunst haar einde bereikt ?

QUINTEN ANTONIS

LID VAN HET OGB SCHRIJVEND IN EIGEN NAAM

Vandaag de dag is het niet altijd duidelijk wanneer iets nu juist kunst is of niet. Een bananenschil op de grond, een volledig blauw doek (Yves Klein), een urinoir (Marcel Duchamp), een doosje zeep (Andy Warhol),... allemaal gekende kunstwerken. Maar waarom noemen we dit nu juist kunst en is het ergens ook niet spijtig dat we genoeg moeten nemen met een bananenschil op de grond als kunstwerk?

Deze dagdagelijkse voorwerpen als kunstwerken komen niet zomaar uit de lucht gevallen. Hun statuut als kunstwerk is het resultaat van een historisch proces, een proces van verzelfstandiging en zelfbewustwording. Wanneer we spreken over een historisch proces van zelfbewustwording staat de filosofie van Hegel centraal. Hegel stelde dat de geschiedenis van de mens, maar ook de geschiedenis van de kunst, een proces is van zelfbewustwording. Kleine historische stapjes die ons meer en meer tot inzicht brengen over het feit dat we zelfbewust zijn. Als we dat naar de kunst vertalen, moeten we de kunstgeschiedenis zien als een proces waarin de kunstwereld en haar instellingen zich bewust worden van hun statuut als autonome kunst.²⁶

Om duidelijk te maken hoe dit proces nu juist tot stand is gekomen, is een kleine duik in de kunstgeschiedenis nodig. Een duik die door zijn beknoptheid de geschiedenis geweld aandoet, maar laat het ons toch proberen.

Kunst als autonoom concept, kunst als kunst en niets anders dan kunst is

eigenlijk een bijzonder modern concept. Het creëren of verzamelen van kunst enkel en alleen omdat het een esthetische meerwaarde heeft, omdat je het kunstwerk ansich apprecieert is een hedendaagse gedachte.

Doorheen de kunstgeschiedenis diende de kunst steeds een ander doel dan zichzelf. Kunst diende als verering van de natuur of van goddelijke entiteiten, het werd gebruikt als deel van een religieus of spiritueel gebruik. Deze periode wordt dan ook gekenmerkt door de afwezigheid van een zekere dubbele eigenheid. Zowel kunst als domein is niet zelfstandig, maar staat steeds in dienst van andere domeinen, als de kunstenaar zelf mist een zekere eigenheid. Elke creatieve uiting van de mens wordt gezien als een soort goddelijke of natuurlijk ingeving. Het is God of de natuur die een zekere wil heeft en het is de mens die slechts deze wil tot uiting brengt. Het vertrekpunt van kunst is dan ook niet de kunstenaar, men ziet zich niet als kunstenaar die vanuit zijn eigen wil kunst produceert, maar men is slechts een vertaler van een hogere wil. Die hogere wil kan van goddelijke aard zijn, maar kan ook zijn oorsprong hebben in natuurkrachten.

Tijdens de renaissance, en onder sterke invloed van het humanisme, plaatst men meer en meer de mens centraal. Het is niet langer een hogere goddelijke of natuurlijke kracht die centraal staat in het wereldbeeld, maar het is de mens die we centraal stellen. Dit mensbeeld heeft uiteraard ook impact op de manier waarop we naar kunst kijken. De renaissance periode kunnen we zien als een soort ‘coming of age’ periode van de kunst. De kunst en kunstenaar zetten hun eerste stappen naar het zelfstandig worden, het volwassen worden. De kunstenaar wordt zich dan ook meer en meer bewust van zijn statuut als kunstenaar, hij is niet langer een dienaar van een hogere kracht maar werkt op basis van zijn eigen creativiteit.²⁷

Dit proces van zelfbewustwording en verzelfstandiging zet zich de komende eeuwen verder en verder. De geschiedenis van kunst wordt ook gekenmerkt door de representatietheorie, die stelt dat een goed kunstwerk de werkelijkheid zo nauwkeurig en precies mogelijk representeert of mooier maakt. Een theorie die grofweg tot het impressionisme heeft doorgewerkt. Wanneer de kunstenaar meer en meer zelfstandig wordt en zijn eigen creativiteit als beginpunt neemt, begint

²⁶ Danto, A. C. (1998). The end of art: A philosophical defense. *History and theory*, 37(4), 127-143.

²⁷ Danto, A. C. (2005). V. the end of art: In *The philosophical disenfranchisement of art*, 81-116).

men ook de representatietheorie in vraag te stellen. Waarom zou ik de werkelijkheid altijd zo nauwkeurig moeten weergeven, ik wil verder gaan dan louter het nabootsen van de natuur. Gebaseerde op deze gedachte van autonomie en het verder willen gaan dan representatie zien we allerlei nieuwe kunststromingen zoals impressionisme, conceptuele kunst, abstracte kunst,...

Als we de verschillende stappen van deze kleine geschiedenis samenvoegen belanden we in een hedendaagse kunstwereld waarin de kunstenaar radicaal vrij is om zijn verbeelding om te vormen tot kunst. Het is de kunstenaar zelf die bepaalt wat kunst is, want kunst is datgene wat een kunstenaar creëert.

We keren even terug naar Hegel's filosofie. Hegel stelde dat de geschiedenis een proces van zelfbewustwording is, op het moment dat het zelfbewustzijn bewust

van zichzelf is eindigt de geschiedenis volgens hem. Vertaald naar de kunst eindigt de kunstgeschiedenis dus op het moment dat kunst en kunstenaar zich volledig bewust zijn van hun autonome statuut. Eenvoudig gezegd, de kunstgeschiedenis eindigt dus op het moment dat een kunstenaar een bananenschil op de grond werpt en dit definieert als kunst. Hij definieert dit als kunst omdat hij bewust is van zijn autonomie als kunstenaar om eender wat om te dopen tot kunst.

Nu zou men kunnen stellen dat dit hele proces van zelfbewustwording intrinsiek geen morele waarde heeft, het proces ansich is noch goed noch slecht. Toch zou ik willen stellen dat dit geen wenselijk proces is. Een kunstwereld waarin 'anything goes' doet afbreuk aan de vele talenten die deze wereld rijk is. Een manier om naar de wereld te kijken is om het leven te definiëren als een levenslang

proces van bijleren en volmaken. Het ontwikkelen van sociale vaardigheden, het ontdekken van nieuwe landen en talen, het ondersteunen van anderen,... een zinvol leven is een proces van vervolmaking van de talenten die we allen hebben.²⁸

Deze levensvisie heeft ook sterke implicaties op wat schoonheid en kunst zou moeten zijn. Kunst is ook zo'n proces van vervolmaking, het perfectioneren van talenten. Het constant verfijnen van uitbreiden van prachtige ideeën. Dit idee van een zeker streven naar verbetering clasht radicaal met een kunstbegrip van radicale vrijheid.

Zolang we leven in een kunstwereld waarin radicale vrijheid centraal staat en geen vooruitgangsstreven meer aanwezig is, moeten we helaas vaststellen dat de kunst effectief tot haar einde is gekomen.

N°2 NOVEMBRE – NOVEMBER // 2022-2023

Composition du Bureau des Étudiants 2021-2022 – Samenstelling van het Bureau 2021-2022

Président – Voorzitter : Larissa de Thomaz de Bossierre

Vice-présidents – Ondervoorzitters : Amandine Oliviers & Margot Timmers

Relations externes – Externe Betrekkingen : Simon Kieftenburg & Annaëlle de Buck van Overstraeten

Relations internes – Interne Betrekkingen : Verena Subelack

Formation – Vorming : Bernard Van Oost & Elia Gabriëls

Sponsoring : Blanche Tourpe

Bourses – beurzen : Alicia Focan

Weekend Europe - Europa-weekend : Simon Kieftenburg, Annaëlle de Buck van Overstraeten & Margot Timmers

Réseaux Sociaux - Sociale Media : Noha Haddad

Rédaction – Redactie : Elia Gabriëls

Recrutement – Rekrutering : Alicia Focan

Avertissement – Mededeling

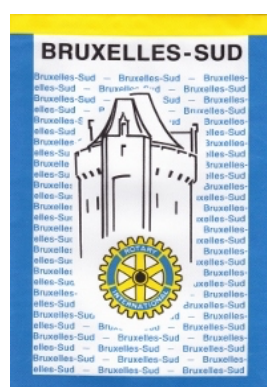
Les articles publiés dans ce Contact ont été rédigés dans le cadre d'exercices de journalisme. Les articles n'engagent que leurs auteurs. En aucun cas, la responsabilité de la Conférence Olivaint de Belgique asbl ne pourra être invoquée.

De artikels die in deze Contact zijn gepubliceerd, werden geschreven in het kader van oefeningen in de journalistiek. De auteurs dragen de verantwoordelijkheid van hun artikels. In geen geval kan de verantwoordelijkheid van het Olivaint-Genootschap van België vzw ingeroepen worden.

Mécénat & Sponsoring – Mecenaat & Sponsoring

En tant que centre interuniversitaire pour l'éducation politique des étudiants, y compris le sens civique et le service à la communauté, la COB bénéficie du Soutien de ;

Als interuniversitair centrum voor de politieke vorming van studenten in o.a. burgerzin en dienst aan de gemeenschap, wordt het OGB gesteund door ;



● NautaDutilh



²⁸ Steel, C. (1999). De goede Burger en de goede mens: Over

politiek en ethiek bij aristoteles. *Tijdschrift voor Filosofie*, 471-497.